

Ce que le genre fait à l'analyse de la mondialisation néolibérale : L'ombre portée des systèmes militaro-industriels sur les « femmes globales »

*Jules FALQUET, maîtresse de conférences en Sociologie à l'université de Paris
Diderot*

Trop d'analyses de la mondialisation restent aujourd'hui encore affaiblies par un profond biais androcentrique —c'est-à-dire qu'elles sont focalisées sur les êtres humains de sexe masculin, leurs centres d'intérêts et les relations qu'ils établissent entre eux (Mathieu, 1991). Fort heureusement, dès les années 1990, au croisement de la sociologie, de la sociologie du travail, des sciences politiques et de l'économie, différents travaux féministes, souvent en lien étroit avec les mouvements sociaux, ont proposé des perspectives alternatives — je présenterai ici quelques-unes de ces réflexions¹, avec pour fil conducteur la question des transformations de l'activité économique.

Classiquement, il s'est d'abord agi de "rajouter les femmes" à l'analyse : nous verrons ici pour commencer les ambivalences de la mise au travail des femmes et le type d'activités que la mondialisation réserve majoritairement aux femmes non-privilegiées de la planète, principalement autour d'activités "de services". Cependant, une véritable perspective de genre consistant à penser ensemble et dialectiquement les deux termes des rapports sociaux de sexe, je présenterai ensuite des analyses qui pourraient paraître "hors champ", mais qui sont pourtant clés pour comprendre la

¹ Pour des raisons de place et d'unité argumentative, cet article se concentre sur des analyses produites depuis des pays de l'OCDE, plus particulièrement en France.

mondialisation : celles qui s'intéressent à la guerre, au militarisme et aux différentes manifestations des "hommes en armes".

Les « femmes de services », nouvelles « femmes globales »

Dès la fin des années 1980, les théoriciennes féministes approfondissent leur critique de la séparation arbitraire entre activités dites « productives » et « reproductives », remettant sérieusement en cause la discipline économique et le « grand récit » dominant de l'histoire du capitalisme. Maria Mies propose de reconsidérer le poids des rapports patriarcaux dans l'accumulation à l'échelle mondiale (1986), tandis que Marilyn Waring conteste les logiques mêmes de la comptabilité internationale, de la mesure du PIB et de la croissance (1988). En 1991, Saskia Sassen est l'une des premières à analyser le nouveau phénomène de la « globalisation », en étudiant les *Global Cities* où les couples engagés à plein temps dans les activités de la haute finance par exemple et donc « sans épouse », « externalisent » de nombreuses tâches « reproductives » vers une main-d'œuvre bon marché, principalement constituée de femmes, souvent migrantes.

La mondialisation néolibérale : des effets délétères pour les femmes ?

A la fin des années 1990, de nombreuses études sur l'impact des plans d'ajustement structurels révèlent que la crise économique, la montée du chômage et le creusement des inégalités ont particulièrement affecté et appauvri les femmes, tant dans l'absolu que par rapport aux hommes (en français : Hirata et Le Doaré, 1998 ; Wichterich, 1999, ATTAC, 2002, Bisilliat, 2003). Après avoir montré comment le *Welfare state* avait partiellement libéré les femmes du « patriarcat privé » (pour les faire dépendre il est vrai d'un « patriarcat public ») la britannique Silvia Walby (1990) souligne que l'ajustement structurel conduit à une re-familialisation de nombreuses tâches et place les femmes dans la dépendance d'un nouveau « patriarcat privé », en leur faisant jouer sans vergogne le rôle d'« amortisseuses » de la crise (1997). Dans une perspective voisine, une équipe autour d'Eleonore Kofmann (2001), britannique

également, a mis en évidence que les transformations des politiques sociales en Europe avaient été accompagnées de politiques plus ou moins décidées d'importation de main-d'œuvre féminine de pays du Sud global pour assurer les tâches que l'Etat abandonnait, alors que beaucoup d'hommes refusent obstinément de les réaliser et que les femmes ne parviennent plus guère à les « concilier » avec le reste —les Accords de Lisbonne exigeant qu'au moins 60% des femmes de l'OCDE entrent sur le marché du travail.

Le capitalisme néolibéral, allié des femmes ?

Au fil des recherches, un constat s'impose : au Sud comme au Nord, la mondialisation a poussé de nombreuses femmes sur le marché du travail (Hirata & Le Doaré, 1998) —souvent du fait de la destruction de leurs modes d'existence antérieurs. D'aucun-e-s s'en sont réjoui, estimant que l'accès des femmes au travail salarié permettait leur autonomisation économique, clé d'une plus grande égalité de sexes. Nancy Fraser (2013) a récemment suggéré qu'il existait une certaine convergence d'intérêts entre une partie du mouvement féministe et le capitalisme —soit que le marché avant tout assoiffé de main-d'œuvre se montre aveugle aux préjugés sociaux, soit que son intérêt bien compris le pousse à recruter préférentiellement une main-d'œuvre féminine.

Pourtant, la mise au travail des femmes est loin d'être systématiquement positive. En effet, le démantèlement systématique des lois du travail les touche particulièrement —d'autant que la majorité était déjà concentrée dans des secteurs d'activité dévalorisés et mal protégés : les réformes néolibérales les précarisent et flexibilisent plus encore (Talahite, 2010). De plus, les nouvelles modalités du travail requièrent des “qualités typiquement féminines” (acceptation du temps partiel et infiniment extensible à la fois, polyvalence et implication « totale », notamment émotionnelle), qui dessinent des formes de servilité normalisées et généralisées. Ainsi, seule une fraction des femmes accède à de “bons” emplois proches des standards de

l'emploi masculin et on assiste à une dualisation croissante de l'emploi féminin (Sassen, 2010 ; Kergoat, 2012).

C'est pourquoi l'analyse en termes de genre ne peut se passer d'une analyse simultanée en termes de classe et de « race »², comme les féministes Noires du Combahee River Collective ont été les premières à l'affirmer dès 1979. J'ai moi-même tenté de montrer avec le concept des « vases communicants » (2014), qu'obtenir des avancées « pour les femmes », n'avait aucun intérêt si c'était pour faire subir des reculs aux prolétaires ou aux personnes racisées (dont de surcroît la moitié sont des femmes). Cela semble pourtant être la stratégie de l'OCDE : légitimer la mondialisation par l'idée de progrès en termes d'égalité des sexes.

« Nouveaux » emplois féminins et migrations

Au tournant des années 2000, Barbara Ehrenreich et Arlie Russel Hochschild mettent en évidence trois figures de la nouvelle « femme globale » : les nounous, les bonnes et les travailleuses du sexe (2003). Si jadis, il s'agissait déjà de « provinciales » migrantes, beaucoup sont aujourd'hui des migrantes internationales, souvent « post-coloniales » (Moujoud et Falquet, 2010). Nounous et bonnes, mais aussi aides-soignantes pour les malades et les personnes âgées (chaque fois plus nombreuses et moins prises en charge par les pouvoirs publics), sont devenues essentielles dans un véritable processus d'internationalisation de la reproduction sociale. Face à ce que certain-e-s ont baptisé « crise du *care* », se développe un vaste secteur de recherche autour de l'idée que « nous sommes tous vulnérables » (Tronto, 2009 [1993]), proposant comme nouvelle utopie sociétale de donner plus de valeur sociale et économique aux activités liées au soin d'autrui.

Cependant, les travaux de Nakano Glenn (2009 [1992]), en insistant sur la manière dont, aux Etats-Unis, certains secteurs sociaux ont été historiquement forcés à

² La « race » telle que je l'entends ici est un phénomène social créé par les rapports sociaux de « race », qui s'organisent notamment autour de la nationalité, la religion, la couleur de peau et le statut migratoire.

dispenser du *care* (les esclaves, les femmes, les femmes esclaves puis les femmes racisées et migrantes), ouvrent une perspective plus crue sur les contraintes qui se développent aujourd'hui pour obliger certain-e-s à se charger des autres, à bas prix de surcroît. Parmi ces contraintes, les plus frappantes sont les réformes législatives extrêmement restrictives dans le domaine du travail, mais aussi des migrations. Pour la plupart des femmes non privilégiées, les options migratoires et de « carrière » se réduisent à suivre-rejoindre-trouver rapidement dans la région d'arrivée un mari, s'inscrire dans des programmes officiels d'importation de main-d'œuvre de « service », ou s'insérer dans le domaine du « travail du sexe » pour faire face aux coûts exorbitants de la migration illégalisée. J'ai suggéré de conceptualiser cet horizon comme celui de « l'hétéro-circulation des femmes » (Falquet, 2012), dans le prolongement du concept de « continuum de l'échange économique-sexuel » de Paola Tabet (2004), qui permet de (re)faire le lien entre les activités « nobles » du care et les activités « sulfureuses » dans le domaine du sexe. En effet, la plupart des recherches qui se sont développées sur ces activités tendent à être complètement disjointes, alors que ce sont en partie les mêmes femmes qui les exercent tour à tour (Moujoud, 2008). C'est pourquoi j'ai proposé de les regrouper dans la catégorie de « femmes de services », en montrant comment leur croissance allait de pair avec la multiplication des « hommes en armes³ », suggérant que leur développement dialectique constituait l'un des paradigmes de la mondialisation néolibérale (Falquet, 2006).

Les « hommes en armes », la guerre et la croissance néolibérale

Regardons donc maintenant du côté de ces « hommes en armes », à savoir les soldats, mercenaires, guerrilleros ou terroristes, policiers, membres de gangs ou d'organisations criminelles, gardiens de prison ou vigiles, entre autres —qui exercent dans le secteur public, semi-public, privé ou illégal.

Un état de guerre et de contrôle généralisé

³ Il est évident que certaines femmes exercent comme « hommes en armes » de même qu'on trouve des hommes parmi les « femmes de services » (du fait de l'imbrication des rapports sociaux de pouvoir).

Comme à l'époque de la première mondialisation, qui débouche sur la première guerre mondiale si lucidement analysée par Rosa Luxembourg (1915), on assiste aujourd'hui à une compétition internationale féroce et militarisée pour s'attribuer les ressources, les marchés et le contrôle des forces productives. A partir du 11 septembre 2001, le nouveau cadre général de cette compétition est la guerre « anti-terroriste » menée par les principales puissances néolibérales contre différents pays du Sud global. A très grands traits, elle se décline en guerres ouvertes dans différents pays moyen-orientaux, en interventions militaro-humanitaires sur le continent africain notamment (Federici, 2001), en guerre contre la migration « illégale » dans les pays de l'OCDE et en « guerre contre la drogue » sur le continent latino-américain. Partout, se développent simultanément un discours et des pratiques sécuritaires et de surveillance généralisée de la population, comme l'ont montré les récentes révélations sur la NSA (Agence nationale de la sécurité).

Analyser le contrôle sécuritaire, la militarisation et l'état de guerre généralisée que nous traversons, dans une perspective de genre, est particulièrement révélateur. Ainsi, les « droits des femmes » sont de plus en plus en plus souvent invoqués comme justification des interventions (Delphy, 2002 ; Eisenstein, 2010). Pourtant dans presque tous les cas, les violences contre les femmes provoquées par ces guerres sont considérables —qu'il s'agisse de violences sexuelles, d'exode forcé (souvent suite à des violences sexuelles massives) et plus généralement de destruction du système économique et social, appauvrissant drastiquement les femmes, alors même que certains hommes s'enrichissent par le pillage et divers trafics, tout en asseyant un nouveau pouvoir politico-militaire. Le renforcement du complexe carcéro-industriel employant et enfermant des millions de personnes (Davis, 2014), ainsi que de camps destinés à contenir la migration, est également notable.

Les complexes militaro-industriels et la militarisation, clés de l'économie néolibérale

Dès les années 1980, émergent deux lignes d'analyses féministes du militarisme global. Attentive à la militarisation des sociétés, la politiste états-unienne Cynthia Enloe (1989, 2000) a signalé notamment les liens entre l'implantation de bases militaires états-uniennes et le développement de la prostitution, puis du tourisme sexuel en Asie —ce qui permet de replacer dans une perspective historique la croissance du « travail du sexe » que d'aucun-e-s présentent parfois un peu vite comme une simple alternative « naturelle » et fort rémunératrice pour les femmes pauvres. De nombreux Etats du Sud, encouragés à développer le tourisme et vivant en partie des envois d'argent des migrant-e-s, sont poussés à fermer les yeux sur ces activités et à prélever leur dîme au passage. Enloe permet également de réfléchir au poids économique des industries culturelles qui légitiment la militarisation colonialiste, dont les superproductions hollywoodiennes, comme récemment *Avatar*, restent le fer de lance.

Reprenant pour sa part le concept états-unien de systèmes militaro-industriels (SMI), la sociologue française Andrée Michel (2013 [1985]) en propose une analyse économique et politique complète. D'abord, elle montre que l'organisation du travail des industries de l'armement renforce la taylorisation du travail et exacerbe la division sexuelle (mais aussi « raciale » et sociale) du travail : aux jeunes femmes prolétaires et du Sud, les emplois précaires dans les usines d'assemblage, notamment électroniques, aux hommes de classe moyenne les emplois d'ingénieurs stables et bien rémunérés ou de développeurs informatiques de la Silicon Valley. Ensuite, une part considérable des fonds publics pour la recherche est mise au service des SMI, au détriment de secteurs comme la santé et l'éducation. Plus largement, les commandes publiques qui soutiennent vigoureusement l'industrie militaire, mais aussi la solde des militaires ou des policiers sont autant de millions soutirés aux services publics et au *Welfare State*, avec les conséquences évoquées ci-dessus.

Michel souligne également combien la vente d'armes enrichit les cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU tandis que l'achat de ces mêmes armes creuse la dette de nombreux pays du Sud —l'actuelle dette grecque étant notamment

causée par la course aux armements face à la Turquie. Ce système nourrit l'apparition de toutes sortes de dictateurs en puissance propagateurs de rhétoriques guerrières nationalistes ou ethnicistes dont les femmes sont souvent les premières à faire les frais. Enfin, les SMI construisent leur légitimité sur un contrôle des médias et des NTIC qui appelle des analyses économiques et politiques approfondies : quid par exemple de la propriété des médias en France, siège de l'un des plus puissants SMI de la planète, des récents investissements de Google dans des entreprises de haute technologie militaire, ou de ceux d'Amazon dans les drones ?

Renforcement et évolutions des groupes armés non-étatiques et illégaux

Enfin, l'analyse genrée des nouveaux acteurs produits par cette militarisation néolibérale et de leur poids économique et politique, reste en grande partie à faire.

D'abord, celle des entreprises légales de toutes tailles apparues dans le domaine du mercenariat et de la sécurité, qui appuient ou protègent tout autant des armées régulières ou leurs sous-traitants civils dans des pays ouvertement en guerre, que des acteurs économiques dans des pays officiellement en paix. Leur tendance est de pratiquer une intégration verticale croissante, allant parfois jusqu'à réaliser simultanément l'exploitation minière, la vente d'armes et la milice (Deneault et Al, 2008). La société Blackwater, rebaptisée Academi après les scandales dans lesquels elle a été impliquée en Irak —qui dispose de ses propres bases militaires et d'une flotte d'une vingtaine d'avions— en constitue l'exemple le plus connu.

Les groupes illégaux liés à l'économie clandestine semblent eux aussi s'être considérablement renforcés. Le cas du Mexique est révélateur : les modestes cartels de la drogue des années 80 sont devenus des acteurs militaires, mais aussi économiques et politiques, incontournables, dont les activités s'étendent jusqu'en Amérique centrale et en Afrique de l'Ouest. Le Mexique illustre également l'évolution de ces cartels de la drogue (des commerçants vendant un produit) vers des activités mafieuses plus

classiques de vente de « protection » (des personnes, des biens et des territoires) (Devineau, 2013). Simultanément, certains diversifient leurs activités vers le trafic d'armes, de personnes, le racket des migrant-e-s et la prostitution. Ces acteurs s'insèrent de plus en plus étroitement dans les économies locales, nationales et internationales : il serait extrêmement important d'analyser, dans le cadre du « blanchiment », l'impact économique de leurs importations-exportations de capitaux et de leurs investissements, productifs, somptuaires ou... militaires. En effet, pour déjouer les autorités, ils s'équipent d'armes, de moyens de communication et de transports sophistiqués et coûteux (avions, sous-marins ou systèmes de communication), fournissant ainsi un appréciable débouché aux SMI — qui écoulent une autre partie de leur production via l'« aide » militaire qu'imposent différents gouvernements du Nord aux pays du Sud incités à entrer en guerre contre la drogue.

Conclusion

Ainsi, les nombreux travaux menés dans une perspective de genre mais surtout d'imbrication des rapports sociaux, permettent une compréhension plus complète de la mondialisation. Ils interrogent avec insistance l'économie dominante et sa séparation arbitraire, idéologique, entre travail considéré comme productif et travail considéré comme reproductif. Ils soulignent que l'une des dynamiques centrales de la mondialisation néolibérale se joue autour de la réorganisation de la reproduction sociale tout autant que des systèmes militaro-industriels. Enfin, si l'on observe l'histoire longue, il est permis de penser que l'on assiste aujourd'hui à une nouvelle phase d'accumulation primitive (Federici, 2014 [2004]), grâce au durcissement simultané des rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe.

BIBLIOGRAPHIE

ATTAC (2003), *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, Mille et une nuits, Paris.

- BISILLIAT J. (dir.) (2003), *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*, Karthala, Paris.
- COMBAHEE RIVER COLLECTIVE (1979), *Black Feminist Statement*, in: Eisenstein, Z. (Ed.), *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, Monthly Review Press. En français : <http://cedref.revues.org/415>
- DAVIS A. (2014), *La prison est-elle obsolète?*, Le Diable Vauvert, Paris.
- DELPHY C. (2002), « Une guerre pour les femmes afghanes ? », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 21, n°1.
- DENEAULT A., ABADIE D., SACHER W. (2008), *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*, Ecosociété, Montréal.
- DEVINEAU J., VASQUEZ, P., BATAILLON G. (2013), *Rapport final du projet Vivemex : Gestion politique des violences au Venezuela et au Mexique*, Rapport remis au Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche stratégique le 12 novembre 2013.
- EISENSTEIN Z. (2010), « *W pour Women ?* Réflexions sur le féminisme et « la guerre de/contre la terreur » », in. FALQUET et al., *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, pp 185-198, Les Presses de Sciences Po, Paris.
- EHRENREICH B., HOCHSCHILD A. (Eds.) (2003), *Global Woman: Nannies, Maids and Sex Workers in the New Economy*, New York, Metropolitan Books, 328 p.
- ENLOE C. (1989), *Bananas, Beaches and Bases: Making Sense of International Politics*, , University of California Press, Berkeley.
- ENLOE C. (2000) *Maneuvers: the International Politics of Militarizing Women's Lives*, University of California Press, Berkeley and London.
- FALQUET J., HIRATA H., KERGOAT D., LABARI B., LEFEUVRE N., SOW F. (coords.) (2010), *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Les Presses de Sciences Po, Paris.
- FALQUET J. (à paraître, 2014), « Le capitalisme néolibéral, allié des femmes ?

- Perspectives féministes matérialistes et imbricationnistes », in. Verschuur C., Guétat H. et Guérin I. (coords.), *Sous le développement, le genre/ Under Development, Gender*, (ouvrage publié en français et en anglais), IRD, Paris, Palgrave, Londres.
- FALQUET J. (2012), « lesbiennes migrantes, entre hétéro-circulation et recompositions néolibérales du nationalisme », in : Cossée C. et Al. « *Le genre au cœur des migrations* », Editions Petra, Paris. FALQUET J. (2008), *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, La Dispute, Paris.
- FALQUET J. (2006), « Hommes en armes et femmes “de service” : tendances néolibérales dans l’évolution de la division sexuelle et internationale du travail », *Cahiers du Genre, Travail et mondialisation. Confrontations Nord/Sud*, n° 40, pp. 15-38.
- FEDERICI S. (2001), “War, globalization and reproduction”, in: Bennholdt-Thomsen V., Faraclas N. et von Werlhof C. (eds). *There is an Alternative: Subsistence and Worldwide Resistance to Corporate Globalization*, Spinifex Press, Victoria.
- FEDERICI S. (2014 [2004]), *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Senonevero, Marseille, Entremonde, Genève – Paris.
- NAKANO GLENN E. (2009 [1992]), « De la servitude au travail de service : les continuités historiques de la division raciale du travail reproductif payé », in. Dorlin E. (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, PUF, Paris.
- HIRATA H., LE DOARE H. (Coord.) (1998), *Les Cahiers du GEDISST, n°21. Les paradoxes de la mondialisation*, L’Harmattan, Paris.
- KERGOAT D. (2012), « Se battre, disent-elles... », La Dispute, Paris.
- KOFMAN E., PHIZUCKLEA A., RAGHURAN P., SALES R. (2001), *Gender and International Migration in Europe: Employment, Welfare and Politics*, Routledge, London.
- LUXEMBOURG R. (1915), *Crise de la social-démocratie*, (“Brochure de Junius”).
- MATHIEU N. C. (1991), *L’anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*,

Côté-femmes, Paris.

MICHEL A. (2013 [1985]), *Féminisme et antimilitarisme*, iXe, Paris.

MIES M. (1986), *Patriarchy and Accumulation on a World Scale*, Zed Books, Londres.

MOUJOURD N. (2008), « Effets de la migration sur les femmes et les rapports sociaux de sexe : au-delà des visions binaires », in FALQUET J. et Al., « Femmes, genre, migrations et mondialisation : un état des problématiques », *Cahiers du CEDREF*, Université Denis Diderot, Paris, p 57-80.

MOUJOURD N., FALQUET J. (2010), « Cent ans de sollicitude en France. Domesticité, reproduction sociale, migration et histoire coloniale », *Agone*, n°43, *Comment le genre trouble la classe*, pp. 169-195.

SASSEN S. (1991), *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton, N. J.

SASSEN S. (2010), « Mondialisation et géographie globale du travail », in FALQUET et Al., *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, pp 27-41, Les Presses de Sciences Po, Paris.

TABET P. (2004), *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économico-sexuel*, L'Harmattan, Paris.

TALAHITE F. (2010), « Genre, marché du travail et mondialisation », pp 43-56, in FALQUET et Al., *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, pp 27-41, Les Presses de Sciences Po, Paris.

TRONTO J. (2009 [1993]), *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, La Découverte, Paris.

WALBY S. (1990), *Theorizing Patriarchy*, Blackwell, Oxford, Cambridge.

WALBY S. (1997), *Gender Transformations*, Routledge, London.

WICHTERICH C. (1999), *La femme mondialisée*, Solin, Actes Sud, Paris.